

11/17 Actualité internationale

Synthèse de l'actualité internationale de novembre 2017

vendredi 1er décembre 2017, par [Axelle DEGANS](#)

Voici une synthèse de l'actualité internationale de novembre 2017 qui sera fort utile à tous ceux qui veulent disposer d'un point de l'actualité géopolitique, voire préparent un concours. Pour ne rien manquer, et recevoir nos alertes sur des documents importants, le plus simple est de s'abonner gratuitement à notre [Lettre d'information hebdomadaire](#) ou au [compte twitter de veille géopolitique](#) @diploweb (plus de 10 000 followers)

Le sort des urnes

Au Kenya, Uhuru Kenyatta a été réélu en novembre 2017 avec plus des 98 % des suffrages exprimés, mais un taux de participation inférieur à 40% (contre près de 80 % cet été) car l'opposition a appelé à boycotter cette élection.

Les dernières élections législatives [en Allemagne fédérale](#) n'ont pas donné de majorité confortable à un parti. La CDU-CSU d'Angela Merkel est arrivée en tête mais ne parvient pas à tisser une alliance courant novembre 2017 avec les Libéraux et les Écologistes - « coalition Jamaïque ». De son côté, le SPD reconnaît avoir perdu les élections. L'Allemagne, avec des excédents de compte-courant, une croissance économique réelle et un taux de chômage qui en fait rêver plus d'un en Europe semble dans une impasse politique. Un terrible camouflet pour la chancelière qui était prête pour un nouveau mandat. Ses électeurs ne lui ont pas pardonné l'accueil de plus d'un million de réfugiés et l'inexplicable, et inexcusable, silence au lendemain des milliers d'agressions de femmes lors du réveillon de la nouvelle année. Ces difficultés d'A. Merkel pèsent sur les perspectives d'une relance de la construction européenne par une coopération entre Paris et Berlin, espérée voici quelques semaines.

[Un livre Diploweb. Pour être au top ! Avec en bonus des dissertations corrigées et une sélection de liens vers des vidéos de référence pour faire la différence.](#)

[A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017" via Amazon](#)

Les anniversaires

[En Russie](#), Vladimir Poutine a fêté en novembre 2017 le centenaire de la révolution bolchévique. Un exercice assez délicat. V. I. Lénine est devenu davantage un repère historique qu'une figure tutélaire. L'actuel chef du Kremlin n'entend pas non plus célébrer une révolte populaire... D'autant que le poids économique de la Russie dans le monde en 1913 était supérieur, d'après Angus Maddison, à celui de la Russie dans le monde d'aujourd'hui.



L'Allemagne célèbre les 500 ans des 95 thèses de Luther qui sont à l'origine du protestantisme. La chancelière Angela Merkel fait, à cette occasion, le lien entre christianisme et goût du travail. Ce n'est pas sans rappeler la thèse défendue par Max Weber dans « *L'Éthique du protestantisme et l'esprit du capitalisme* » (1904-1905).

Un nouveau scandale d'évasion fiscale

Les « Paradise papers », révélés par des journalistes indépendants, font écho au « Panama papers » d'il y a dix-huit mois. Ils dénoncent un vaste système d'optimisation fiscale, pour ne pas dire de dissimulation fiscale. Ce scandale éclabousse des proches du président américain, du premier ministre canadien, de grandes fortunes, de grandes entreprises, des sportifs de renommée internationale. Au cœur du scandale - comme de la mondialisation financière - on retrouve les paradis fiscaux. Les personnes les plus fortunées et les firmes multinationales cherchent à ne pas payer d'impôt, laissant aux classes moyennes le soin de le faire. En outre, les divergences d'intérêts sont grandissantes entre les plus riches et les plus pauvres dans un monde où les inégalités progressent.

Les tergiversations européennes

Le scandale des « Paradise papers » relance une énième fois le débat sur la « liste noire » des paradis fiscaux. Il est bien difficile de trouver un accord entre tous les membres de l'Union concernant ceux qui doivent apparaître sur cette liste - le consensus est de ne trouver aucun pays européen inscrit sur une « liste noire » - ou même s'il faut les sanctionner - le Luxembourg est contre toute autre sanction que celle de figurer sur la dite liste noire - et sur les éventuelles mesures à prendre ... Luxembourg étant lui-même un territoire de dissimulation fiscale, comme l'Irlande et quelques autres pays de l'UE.

De même les tergiversations concernant l'utilisation du glyphosate (herbicide toxique) dans l'agriculture ne font que souligner les puissantes fractures au sein de l'Union européenne. Elles renvoient à une certaine forme d'impuissance des Etats face au lobbying d'une multinationale.

Les attentats...

En novembre 2017, aux Etats-Unis, un attentat à Manhattan (N-Y) a provoqué la mort de huit personnes.

Au Nigéria, un nouvel attentat attribué à Boko Haram, fait une cinquantaine de victimes.

[L'Égypte](#) est de nouveau endeuillée après un attentat perpétré dans la région du Sinaï à l'encontre de la communauté soufie. Plus de trois cent morts parmi les fidèles venus participer à la célébration du vendredi. Le Caire peine à contrôler cette région du pays aux mains des djihadistes, en particulier de l'EI.

Les soubresauts catalans

Carles Puigdemont s'est, à la surprise de son entourage, enfui, en Belgique courant novembre 2017. Il ne s'est donc pas rendu à la convocation de la justice espagnole mais ne peut prétendre à un quelconque asile politique. Il veut « internationaliser » la crise catalane, en mettant dans l'embarras son pays hôte, jouant sur les divisions internes à la Belgique, voire de l'UE. Huit responsables de la région catalane ont été placés en détention provisoire pour « rébellion et sédition ». Les indépendantistes catalans sont aujourd'hui divisés.

La COP 23 se réunit à Bonn

Cette réunion pour lutter contre le réchauffement climatique s'ouvre sous de bien piètres auspices. Les progrès réalisés depuis la COP 21 de Paris sont bien minces. En outre la promesse des 100 milliards de dollars alloués chaque année aux pays pauvres à partir de 2020 pour les aider à maîtriser leurs émissions de gaz à effet de serre a été rappelée aux pays européens par les pays du Sud, inquiets. L'Allemagne n'est pas en position de réduire de 40 % ses rejets en gaz à effet de serre d'ici 2020, du fait de la relance du charbon pour pallier à la sortie du nucléaire. Une décision en partie liée à l'accident de la centrale japonaise de Fukushima (2011).

Un reflux de la vague migratoire ?

Les entrées sur le sol italien entre l'été 2016 et l'été 2017 ont baissé de 75%. A cela plusieurs raisons. La première est une plus grande efficacité du dispositif européen Sophia qui vise à intercepter les bateaux en mer. La deuxième est une plus forte rétention des flux sur les côtes libyennes, on peut peut-être y voir le résultat du déplacement en Lybie de plusieurs dirigeants européens. La troisième est une action au niveau du Sahel, comme au Niger, pour essayer de limiter les départs.

Si l'Italie n'a enregistré « que » 100 000 entrées sur son territoire depuis janvier 2016, elle a déjà accueilli plus de 600 000 migrants en provenance de la côte libyenne. Ceux-ci, comme ceux qui choisissent la route des Balkans sont, d'après l'UNHCR, pour quatre cinquième des migrants économiques qui ne proviennent pas de régions en guerre ou en crise majeure : Bangladesh, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée, Mali, Sénégal.... Ils ne sont donc pas des réfugiés politiques.

La France d'E. Macron s'est engagée à accueillir quelques 10 000 réfugiés, notamment à partir de bases tchadiennes et nigériennes. La politique migratoire doit être repensée notamment à l'aune de l'actuelle équation démographique entre une Europe vieillissante - et la France n'y échappe pas - et une Afrique dont la population devait doubler d'ici la fin du XXIe siècle. La révélation récente du scandale des marchés aux esclaves en Lybie, des meurtres et viols pratiqués par les passeurs invite aussi l'Union européenne à se positionner clairement sur le problème migratoire. Ne rien faire par démagogie reviendrait à alimenter les mouvements politiques anti-immigrés.

Donald Trump imprime sa marque en politique

Courant novembre 2017, le président américain vient de remplacer, à la tête de la banque centrale américaine (la Fed) Janet Yellen par Jérôme Powell. Très riche ancien banquier d'affaire, il est classé comme républicain modéré et connaît très bien la Fed dont il est l'un des gouverneurs depuis 2012. S'il s'inscrit dans la continuité de Janet Yellen, dont D. Trump a tenu à vanter les mérites, il n'en reste pas moins rarissime de ne pas reconduire dans ses fonctions le président sortant de la Fed. [Le président américain D. Trump tient ici à faire un acte d'autorité en politique intérieure](#), alors que jusqu'à présent il est en difficulté sur de nombreux dossiers (réforme de l'*Obama care* ou manque de soutien dans les rangs républicains par exemple). La nomination de « Jay » Powell doit encore être entérinée par le Sénat.

Donald Trump entame en novembre 2017 une première tournée en Asie sur fond de fortes tensions avec [la Corée du Nord](#). Il se rend au Japon, puis en Corée du Sud, en Chine au Vietnam et aux Philippines. Il s'agit pour lui d'affirmer une nouvelle fermeté diplomatique face à Pyongyang, mais aussi [face à la Chine de Xi Jinping](#). Il resserre les liens avec les Philippines de Duterte.

Les inquiétudes

En novembre 2017, le Venezuela est au bord du défaut de paiement, comme l'avait été avant lui l'Argentine en 2001. L'Union européenne décide d'une sanction mesurée contre Caracas : un embargo sur les armes, sans geler les avoirs de personnalités vénézuéliennes. Il s'agit pour Bruxelles d'amener le président Nicolas Maduro à négocier avec l'opposition. Moscou a signifié sa solidarité avec Caracas en procédant à une restructuration de sa dette pour un montant de 3 milliards de dollars ce qui soulage le Venezuela, sans régler les problèmes de fonds.

La Corée du Nord a procédé le 28 novembre 2017 à un nouveau tir de missile, un Hwasong 15 dont la portée est de 13 000 km. Pyongyang, qui a déjà effectué 27 tirs cette année, serait en capacité de frapper les villes des États-Unis.

Au Zimbabwe, le vice-président Emmerson Mnangagwa (74 ans) a préféré quitter le pays après avoir été évincé par son vieux compagnon de route, le président Robert Mugabe (93 ans) probablement conseillé par son épouse Grace à qui on prête de nouvelles ambitions politiques. Un putsch de l'armée, dont le vice-président est proche, écarte en novembre 2017 Robert Mugabe du pouvoir qu'il détenait depuis 37 ans. Son parti, la ZANU-PF confirme son éviction, alors que la population manifeste son ras-le-bol du système Mugabe. Il est remarquable que cette transition politique - non démocratique - se fasse sans effusion de sang, mais le retour de E. Mnangagwa - le « crocodile » - ne doit pas faire illusion. Il a représenté l'aile dure de son parti pendant des décennies, associé au pouvoir - inamovible ministre - et a contribué au naufrage économique de son pays. Un pays qui était le grenier de l'Afrique australe, dont le sous-sol regorge de richesses (or, platine, diamants, nickel...) et qui a été mis en coupe-réglée par le pouvoir.

L'Argentine reste sans nouvelle depuis la mi-novembre 2017 d'un de ses sous-marins, le Ara San Juan, avec 44 marins. L'inquiétude est forte en raison de l'épuisement des réserves en oxygène. Fin novembre, leur disparition est entérinée.

Au Proche-Orient, l'étau se resserre autour de l'EI. Après avoir perdu Mossoul en Irak et sa capitale autoproclamée, Raqqa, l'armée syrienne, aidée par l'allié russe, vient de reprendre en novembre 2017 Deir ez-Zor. Il s'agit d'une victoire très importante pour le régime de Damas qui a toujours tenu certains quartiers de cette ville qui est une des portes d'accès à l'Irak voisin. Un axe vital pour l'EI vient donc d'être perdu pour lui. Cela annonce la fin du califat, mais certainement pas du djihadisme.

Les enjeux de pouvoir au Moyen-Orient

Le nouveau prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, fils du roi Salman, procède en novembre 2017 à une opération « mains propres » qui s'est traduite par l'arrestation de 38 anciens ministres et hommes d'affaires ainsi que onze princes et quatre ministres. Cette opération anticorruption, qui n'est pas sans rappeler ce qui se passe dans la Chine de Xi Jinping, est aussi une « révolution de palais » qui permet au nouvel homme fort de Riyad - dont on dit que le père est malade - de mettre à l'écart de potentiels rivaux comme le richissime Walid Ben Talal (cinquième fortune mondiale) ou le prince Miteb. Cette purge est d'abord un moyen politique pour le prince héritier d'imprimer sa marque sur un royaume miné par une corruption endémique et handicapé par un cours du pétrole assez bas. Il a déjà entrepris une forme de diversification économique car son pays reste très dépendant de la rente de l'or noir.

Le premier ministre libanais sunnite, Saad Hariri - fils de Rafic Hariri assassiné en 2005 - annonce en novembre 2017 sa démission, depuis l'Arabie saoudite. La surprise est totale aussi bien parmi les siens

qu'au niveau de la présidence libanaise car Michel Aoun n'a pas été prévenu. Autre source d'étonnement, Saad Hariri a fait part de sa démission alors qu'il se trouve à Riyad. Il faut savoir que S. Hariri est à la tête d'un gouvernement constitué après une longue crise institutionnelle, gouvernement qui comprend le Hezbollah chiite proche de l'Iran. Cette démission s'inscrit dans un nouveau bras de fer qui oppose l'Arabie saoudite et l'Iran pour le leadership régional, on peut comprendre cette démission comme une exigence de l'allié saoudien qui veut affaiblir le Hezbollah libanais, ce qui va dans le sens attendu par Tel Aviv.

Saad Hariri a été accueilli à Paris fin novembre 2017, après une visite du président français à Riyad. Une sortie de crise honorable pour tous. Il est retourné au Liban pour la fête nationale auprès du résident Aoun qui n'avait pas entériné sa démission.

Bonnes nouvelles

Le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), qui juge les crimes perpétrés lors de la guerre civile en Yougoslavie, condamne en novembre 2017 Ratko Mladic à la prison à vie. Celui qui est surnommé le « boucher des Balkans » est reconnu coupable des massacres de Sarajevo et Srebrenica en Bosnie qui ont fait chacun plusieurs milliers de victimes.

En novembre 2017, la croissance économique se consolide en Union européenne. Elle devait s'établir autour de 2,4% pour la zone euro et de 1,8% pour l'année 2017 en France, les économistes sont assez optimistes pour 2018. La croissance économique européenne est plus élevée qu'aux États-Unis, une première depuis longtemps. Elle est tirée par la consommation des ménages.

Une ancienne start up française, *YellowKorner*, s'exporte à l'international avec à peine 10 ans d'existence. Désormais présente sur les cinq continents, elle emploie près de 250 salariés, elle vend les œuvres de 300 photographes. Les fondateurs Alexandre de Metz et Paul-Antoine Briat ont choisi de proposer des photographies d'art à des prix très raisonnables. Ils ont été aidés dans le projet par des *business angels* comme Pierre Kosciusko-Morizet.

Le textile redémarre dans les Hauts de France, qui en a été un berceau lors de la première révolution industrielle, avec Fibres techniques et origine France. Cette renaissance se fait grâce aux textiles dits « intelligents », les textiles techniques utilisés dans l'habillement mais aussi dans d'autres secteurs comme la santé. Un nouveau label vient d'être créé en novembre 2017, « Nord terre textile ». Des emplois se recréent progressivement dans une branche réputée, il y a peu, pour être sans avenir ; un gage d'espoir donc.

Airbus signe un contrat record lors du salon de Dubaï de novembre 2017. *Indigo Partners*, fonds d'investissement américain, a commandé 430 moyen-courriers de type A320, et 90 autres appareils de même classe par *CDB Aviation Lease Finance* (une commande de plus de 4 milliards d'euros).

Les découvertes archéologiques se multiplient en Égypte. Une nouvelle cavité vient d'être découverte au cœur de la grande pyramide de Gizeh. Le Caire espère que cette actualité archéologique, qui alimente le versant mystérieux de l'Égypte, aidera à relancer le tourisme, secteur essentiel pour l'économie du pays.

Plus pour réussir

Extraits du catalogue des livres géopolitiques publiés par Diploweb pour la réussite aux concours.

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique du Proche et du Moyen-Orient. Les dessous des cartes, enjeux et rapport de force"](#)

. [A. Degans, "Réussite aux concours 2018 ! La synthèse de l'actualité internationale 2017"](#)

. [P. Verluise \(dir.\), "Histoire, Géographie et Géopolitique de la mondialisation contemporaine. Les dessous des cartes, enjeux et rapports de force"](#)

. [S. Schmit, "Histoire, Géographie et Géopolitique de l'Amérique latine : Un sous-continent en pleine transition politique, énergétique et commerciale. Dossiers et fiches pays"](#)

. [L. Chamontin, "Ukraine et Russie : pour comprendre"](#)

. [L. Bloch, "L'Internet, vecteur de puissance des États-Unis ? : Géopolitique du cyberspace, nouvel espace stratégique"](#)

. [G-F Dumont, P. Verluise, "The Geopolitics of Europe : From the Atlantic to the Urals"](#)

P.-S.

Professeure de chaire supérieure au lycée Faidherbe (Lille) où elle enseigne la géopolitique en classes préparatoires économiques et commerciales. Membre du laboratoire HABITER (EA 2076) de l'Université Reims Champagne-Ardenne. Elle est notamment co-auteure chez Ellipses de *Les 50 cartes à connaître*, Coll. Atout concours, Paris, 2016 ; *Histoire, Géographie, Géopolitique. Concours d'entrée aux grandes écoles*, Coll. Atout concours, Paris, 2015.